

## Contribution d'essenscia wallonie à l'enquête publique du Parlement wallon sur les liens entre l'économie et le pic pétrolier, et les implications pour la Wallonie

essenscia wallonie est la division régionale pour la Wallonie de essenscia asbl, fédération belge des industries chimiques et des sciences de la vie.

### *Préambule : Pic du pétrole, mythe ou réalité ?*

La théorie du pic du pétrole (pic de Hubbert) a vu le jour dans les années 50 et pourrait paraître aujourd'hui dépassée par la réalité économique et technologique.

On peut en effet légitimement se poser la question de savoir si le marché du pétrole répond bien à la définition de marché « idéal » tel que l'entendent les économistes, c'est-à-dire répondant aux lois bien connues de l'offre et de la demande, et qui sont la base de la théorie de Hubbert.

Force est de constater que depuis de nombreuses années, ce marché est biaisé, non seulement du côté de l'offre, de par les ententes entre producteurs (l'OPEP pour ne pas la citer, mais également les alliances Russie-Moyen Orient etc.) qui en font un marché où les coûts de productions ne sont qu'un facteur secondaire dans le prix offert sur le marché mondial, mais également du côté de la demande, car la principale utilisation actuelle des produits pétroliers reste l'utilisation dans les transports, où les prix sont plus que doublés par les taxes (TVA) et accises prélevées par l'état sur les combustibles et carburants.

Ceci sans omettre la réalité de l'impact de la géopolitique sur les prix du marché (l'actuelle crise en Syrie, en est la triste démonstration), qui vient en permanence perturber les théories économiques simplistes.

On aurait donc toute raison de penser que la théorie du pic du pétrole est plus un mythe pour étudiant en économie qu'une réalité de terrain.

La réalité économique montre cependant que même si la théorie de Hubbert ne se vérifie pas entièrement, les effets d'une raréfaction, et donc d'une augmentation des prix du baril, quel qu'en soit sa cause, peut avoir un impact important sur nos économie occidentales et en Wallonie en particulier.

Le dernier rapport du SPF Economie sur « [Le marché de l'énergie en 2009](#) » donne comme estimation des réserves mondiales de pétrole une quantité équivalente à 45 ans de consommation mondiale annuelle (2009). Ces réserves étant au trois quart situées dans les pays du Moyen-Orient. A titre de comparaison, les réserves mondiales en gaz naturel sont estimées dans ce rapport à plus de 60 ans, ces réserves étant également mieux réparties entre les différents continents.

Même si ces horizons temporels semblent très éloignés pour le commun des mortels, reste que l'industrie, et particulièrement l'industrie chimique wallonne que nous représentons, se préoccupe de la quantité physiquement limitée des produits pétroliers, ainsi que leur raréfaction dans un avenir plus ou moins proche.

Cette préoccupation ne concerne pas, ou très peu, l'aspect de vecteur énergétique du pétrole, mais plus spécialement sa valeur intrinsèque en tant que matière première pour la pétrochimie et les industries chimiques qui en dépendent. Si le pétrole est très peu utilisé par notre secteur comme combustible (moins de 1% de l'énergie primaire consommée en wallonie), il est par contre très présent comme matière première, généralement importée directement par pipeline depuis les raffineries d'Anvers. En Belgique, près de 30% du pétrole importé est en effet utilisé comme matière

essenscia wallonie

Diamant Building  
Boulevard Auguste Reyers 80  
B-1030 Bruxelles  
T +32 2 238 98 58  
F +32 2 230 71 18  
www.essenscia-wallonie.be  
wallonie@essenscia.be

Section régionale pour la Wallonie de la fédération belge  
des industries chimiques et des sciences de la vie ASBL



essenscia  
wallonie

première pour les industries chimiques et pétrochimiques de base. Un manque de disponibilité de cette matière première pourrait donc avoir des répercussions considérables sur toute la chaîne de fabrication des produits du secteur, car beaucoup sont directement ou indirectement liés aux hydrocarbures (pensez aux producteurs et transformateurs de plastiques pour ne citer qu'eux).

Une préoccupation moindre, mais qui peut jouer un rôle indirect, serait à considérer dans le coût du transport des matières premières ou finies, qui lui est directement en relation avec le prix des carburants. Des coûts de transport non concurrentiels pourraient handicaper considérablement les industries wallonnes, les trois quarts de leur production étant vouée à une exportation en dehors des frontières belges (et donc wallonnes).

C'est donc dans cet aspect de coût de transport que le pic pétrolier pourrait le plus affecter le développement économique de notre région, l'aspect du prix de la matière première étant généralement identique dans tous les pays (sauf les pays producteurs...), il ne génère à lui seul pas de problème de compétitivité.

### *Réponses aux questions posées :*

*- certains pays ne sont-ils pas déjà en train de subir les premiers effets négatifs d'un pic pétrolier économique, via leur facture pétrolière ? Le prix élevé du pétrole joue-t-il un rôle dans la crise économique que nous connaissons depuis 2008 ?*

Le prix du pétrole joue un rôle de moins en moins prépondérant sur la facture énergétique des entreprises wallonnes, hormis comme mentionné plus haut dans les coûts de transport des marchandises.

Et ceci même indirectement via la facture d'électricité, puisque notre électricité n'est pas issue de produits pétroliers.

On assiste en effet depuis plusieurs années à un découplage entre le prix de l'électricité et le prix du pétrole, la valeur de référence pour la production d'électricité étant actuellement plus le prix du gaz naturel que le prix du pétrole (coût de production marginal des unités de production de pointe de consommation au gaz naturel).

Nos industries consommant à part égale (en énergie primaires) de l'électricité et du gaz naturel comme combustible, on retrouve généralement un lien direct entre la facture énergétique des entreprises et le prix du gaz naturel.

De plus, certaines unités de production (engrais azotés) utilisent le gaz naturel comme matière première, ce qui ne fait qu'amplifier cette relation directe avec ses coûts de production.

L'évolution récente du marché de l'énergie a vu apparaître, aux Etats Unis d'abord, une nouvelle source d'énergie : le gaz de schiste, dont l'exploration sur notre continent est actuellement fortement contestée.

Les coûts de production étant nettement inférieurs à ceux du gaz naturel, nous nous retrouvons face à une concurrence démesurée (le prix du gaz aux USA est maintenant environ trois fois inférieur à celui en EU) face aux pays qui exploitent ce gaz non conventionnel (mais également « naturel »), et les risques de délocalisation des productions énergivores se font déjà sentir au sein des multinationales présentes sur notre territoire.

La position du CEFIC (fédération européenne des industries chimiques) sur l'implication de la révolution du gaz de schiste sur l'industrie chimique européenne est jointe en annexe, qui explique plus en détail la problématique et le défi concurrentiel engendré par l'apparition de cette nouvelle source d'énergie peu coûteuse à la production.



- quels pourraient être les effets sur la croissance économique et les secteurs économiques d'un prix du pétrole plus élevé dans le futur ?

Comme démontré plus haut, la croissance du secteur de la chimie ne serait pas directement affectée par l'augmentation du prix mondial du pétrole, mais les matières premières se raréfiant, il faut s'attendre à une augmentation du prix mondial des matières synthétiques issues du pétrole. Cette augmentation de prix devra être supportée par les consommateurs et engendrera très probablement une utilisation plus judicieuse et un recyclage plus avancé de celles-ci qu'actuellement.

L'impact sur le prix du transport des marchandises pourrait également être une menace pour la production des produits pétrochimiques de base en Europe et délocaliser la production de ceux-ci vers des endroits plus proche des lieux de production du pétrole, comme c'est déjà le cas actuellement.

- si le prix du pétrole augmente moins vite que les coûts de production, quels pourraient être les effets sur la rente pétrolière, et in fine les revenus du pétrole des gouvernements, tant des pays producteurs que consommateurs ?

Il n'est économiquement pas concevable que le prix du pétrole (ou de toute autre énergie) ne suive le coût réel de production, du moins en partie. Par contre on voit souvent les états (producteurs et consommateurs) prendre l'excuse de l'augmentation des coûts de l'énergie pour augmenter leur rente sur ces produits indispensables aux citoyens et aux industries manufacturières.

Ici il est important de rappeler que tant que l'augmentation des prix de l'énergie est mondiale, la concurrence des entreprises sur notre territoire n'est pas directement menacée, mais s'il y a différenciation du coût de l'énergie entre plusieurs territoires (cas du gaz naturel entre USA et EU, ou des surcharges sur le coût de l'électricité wallonne dues au renouvelable par exemple), il y a forcément risque de perte de compétitivité et pertes d'emplois, faute d'investissements dans les régions où l'énergie n'est pas compétitive.

- depuis 2006, les exportations mondiales nettes de pétrole sont dans une tendance à la baisse (figure 1, page suivante). Quelles sont les causes et conséquences de ce déclin ?

La crise financière de 2008 n'est sans doute pas étrangère à ce déclin de la consommation des pays de l'OCDE, même s'il faut aussi y ajouter la montée en force de la consommation de gaz naturel, qui a chez nous remplacé complètement le pétrole dans notre secteur industriel.

L'efficacité énergétique, pour les ménages utilisant encore le gasoil comme combustible, et les normes imposées aux moteurs des véhicules de transport de personnes et de marchandises sont également en partie responsables du déclin de la consommation de pétrole.

Notre secteur participe d'ailleurs activement à cette baisse de consommation, car impliqué dans la production d'isolation thermique et la fabrication de matériaux composites pour diminuer la consommation des véhicules.

Une étude de [BASF](#), validée par le German Industrial Standards Association (TÜV), a montré récemment que pour toute tonne de CO<sub>2</sub> émise pour la production dans ses usines, cette entreprise faisait économiser à la société pas moins de 3 tonnes d'émission de CO<sub>2</sub> !

Une étude similaire en 2009 de [Mc Kinsey](#) a démontré de manière analogue que toute tonne de CO<sub>2</sub> émise par l'industrie chimique au niveau mondial, permettait de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> des autres secteurs industriels de 2,1 à 2,6 tonnes.



- dans un contexte d'exportations de pétrole en déclin et de prix élevés, l'Inde et la Chine augmentent leurs importations de pétrole alors que l'Europe et les États-Unis les réduisent (figure 2, page suivante). L'Occident est-il sevré de pétrole par les prix au profit de l'Asie ?

Il ne faut pas y voir là un sevrage de la part de l'Asie, mais plutôt un développement socio-économique, qui fait que de nombreux biens de consommations (voitures) deviennent accessibles à la population de ces pays émergents, et de là une surconsommation des produits pétroliers.

En contrepartie, la sensibilisation des pays Européens à la problématique du changement climatique et leurs engagements font qu'ils sont plus respectueux des normes environnementales et qu'ils ont développé (du moins pour leurs industries) des politiques de mise en œuvre de suivi de l'efficacité énergétique de celles-ci. Nous en voulons pour preuve les accords de branche entre la Région wallonne et notre secteur, qui a réduit de plus 20% sa consommation spécifique énergétique entre 1999 et 2012.

- quelles sont les conséquences et opportunités de ces évolutions pour la Wallonie ?

Les conséquences pour notre secteur en Wallonie, hormis pour le transport, seront assez limitées, par contre les opportunités de substitution des produits issus du pétrole par de la matière organique « renouvelable » par exemple, sont réelles.

Nous parlons bien ici de substitution de matériau (des bio plastiques par exemple), pas d'utilisation en tant qu'énergie, car la combustion de biomasse non alimentaire est une aberration, la logique recommandant d'utiliser ces matériaux d'abord comme matière première et de réserver la valorisation énergétique aux déchets organiques ultimes uniquement.

Il n'est pas inutile de rappeler que la substitution de carburants issus du pétrole par des biocarburants issus de l'agriculture (première génération) ne fait pas l'unanimité au sein des défenseurs de l'environnement, les cycle de vie carbone de ces biocarburants démontrant généralement le faible avantage en émissions de gaz à effet de serre, voir des désavantages si le changement d'affectation des sols est prise en compte.

Les technologies de production de ces biocarburant à partir de matières organiques moins nobles (deuxième et troisième génération) semblent par contre plus prometteuses, mais demandent encore pas mal de recherche et développement avant de pouvoir être commercialisées à grande échelle.

**Septembre 2013**



**essenscia**  
wallonie